

Session 15

Le monde est-il devenu ville ?

La planète s'urbanise

Jean-Marie Chevalier

Cercle des économistes

La planète s'urbanise : depuis 2008, la moitié de la population mondiale vit en ville et l'urbanisation s'accélère. Les villes attirent pour la diversité des opportunités qu'elles offrent aux plus riches et aux plus pauvres. Mais les villes sont fragiles du point de vue social et politique et aussi du point de vue écologique. Certaines villes représentent les plus dramatiques concentrations de pollution ; d'autres, notamment en bord de mer, sont extrêmement vulnérables à la montée des eaux et aux impacts du réchauffement climatique. Les travaux du GIEC soulignent cette vulnérabilité des villes de bord de mer, en Asie, en Amérique et en Europe. La gestion responsable de la planète passe par la gestion des villes et par une redéfinition du rapport entre les villes et leur environnement péri-urbain et rural. Ces transformations sont alimentées par une prise de conscience locale de la gravité des défis urbains, elles donnent lieu à une formidable diversification des actions, elles expriment finalement un phénomène assez nouveau d'innovation décentralisée.

La prise de conscience et la volonté d'agir

Depuis quelques années les citoyens des villes (et de certaines collectivités territoriales) ont pris conscience de l'importance de leur environnement au quotidien : qualité de l'eau qu'ils boivent, de l'air qu'ils respirent, des transports, de la circulation, de la sécurité, des services urbains, du traitement des déchets, de la gestion de l'énergie, de l'aménagement du territoire. Cette prise de conscience enclenche une volonté de participer, d'agir, d'orienter et cette volonté est fortement animée par le respect de l'environnement et la volonté d'aller dans le sens du développement durable.

En 2008, les pays de l'Union européenne se sont fixé des objectifs très volontaristes pour 2020 : réduire de 20 pour cent les émissions de gaz à effet de serre (par rapport au niveau atteint en 1990), accroître de 20 pour cent leur efficacité énergétique et porter la part des énergies renouvelables à 20 pour cent. Quelques semaines après cette décision, quelques centaines de villes européennes se réunissaient à Bruxelles pour annoncer qu'elles voulaient aller plus vite et plus fort que les « trois vingt pour 2020 ». Depuis cette date, la détermination des villes et leur nombre ont considérablement augmenté pour devenir un mouvement totalement international.

Au moment de la COP21, ce mouvement des villes (le C40 Cities) s'est réuni à Paris pour affirmer, en parallèle à la COP21, leur détermination à la lutte contre le réchauffement climatique. Les villes et les territoires sont en effet plus directement concernés que les États par les effets que l'on peut attendre du réchauffement climatique et ils deviennent des acteurs essentiels de la mobilisation, de la prise de conscience et de l'action.

La diversification des actions

Toutes les villes n'ont pas la même situation et la même sensibilité, toutes n'ont pas les mêmes priorités dans la vision d'avenir qu'elles cherchent à construire. L'exercice est d'autant plus

compliqué que des éléments de nature différente se trouvent mélangés : social, écologique, économique, financier, culturel. Prenons un exemple qui reflète bien la combinaison de ces éléments : la communauté urbaine du grand Dijon (250 000 habitants, 24 communes) a signé en 2015 une convention pour construire « une communauté urbaine intelligente, attractive, durable et solidaire ». Ces quatre adjectifs définissent bien un « état d'esprit » pour la construction du futur. Cette orientation interpelle les modes traditionnels de gouvernance : une volonté collective locale tend à se substituer (au moins partiellement) à une gouvernance centralisée et hiérarchisée. Le *bottom up* prend la place du *top down*. Le local s'affirme par rapport au national. De nouvelles formes d'intelligence sont appelées, avec la généralisation du mot *Smart* : *smart grids, smart home, smart building, smart cities*. Une telle approche engendre une très grande diversification des projets et des réalisations. Une comparaison entre ce que font les villes du monde souligne la diversification dans la construction du futur qui cherche à concilier les menaces et les opportunités. Certaines cités sont obnubilées par les menaces de l'urbanisation sauvage, d'autres sont au contraire concentrées sur la domestication de la croissance urbaine.

L'expérimentation et l'innovation décentralisée

Les villes et les territoires deviennent des lieux d'expérimentation et d'innovation. Innovations technologiques mais aussi organisationnelles, juridiques, financières, administratives avec la combinaison de ressources différentes et de compétences différentes. L'eau, le chauffage, les transports, l'architecture, l'éducation, l'urbanisme, les transports sont liés d'une façon forte et nouvelle et ceci entraîne une multiplication des expérimentations. La problématique strictement urbaine (le centre-ville) s'articule avec la problématique d'un environnement géographique rural ou semi-rural. Ces nouvelles articulations prennent un sens particulier pour l'agriculture et l'énergie : production agricole de proximité, utilisation des ressources naturelles locales pour la production de biogaz, de carburant, d'électricité, de chaleur. Ceci nous entraîne vers des modèles d'économie circulaire et de croissance verte auxquels on peut associer la mobilisation de l'épargne locale pour des projets locaux créateurs d'emplois non délocalisables.

Ainsi, la problématique de l'espace urbain et péri-urbain nous incite à une reformulation partielle de l'organisation économique et politique. La définition des besoins, la prise en compte du réchauffement climatique, les formes de démocratie participative sont des orientations encore marginales mais qui peuvent se développer rapidement.